



Semer l'avenir

Plus la diversité des semences et des aliments est grande, plus la nourriture est variée et saine. Or, cette diversité est de plus en plus menacée, notamment par les grands groupes agroalimentaires. Cette situation met en péril la sécurité alimentaire de millions de personnes dans les pays du Sud. Cette année, la Campagne œcuménique défend le droit à des semences locales, l'un des fondements d'un avenir porteur d'espoir.

Tina Goethe

*Coresponsable du Département
Politique de développement &
conseil thématique à l'EPER*

Quand nous achetons nos fruits et nos légumes au marché, ou directement à la ferme, nous avons souvent l'embaras du choix face aux nombreuses variétés. Mais les tomates et les carottes dont les couleurs vont du jaune pâle au rouge foncé ne sont pas seulement esthétiques et savoureuses. Le plus important ici, c'est qu'elles sont adaptées aux sols et aux conditions climatiques, et présentent différents niveaux de résistance. En agroécologie, une grande diversité des variétés est essentielle, car cultiver la bonne variété au bon endroit nécessite moins de pesticides et d'engrais. En outre, cette variété sera moins vulnérable aux événements climatiques extrêmes et aux maladies. Au vu du réchauffement planétaire, la diversité génétique est la meilleure assurance pour l'avenir.

Cette diversité, nous la devons aux agricultrices et aux agriculteurs qui développent leurs semences depuis

plusieurs milliers d'années. Dans bon nombre de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, l'agriculture repose toujours sur les semences que les familles paysannes tirent de leurs récoltes, échangent avec leurs voisins ou achètent sur les marchés locaux. En plus de créer de la diversité, cette pratique traditionnelle améliore la sécurité alimentaire.

Le manque de diversité est dangereux

Or, la diversité n'est plus aujourd'hui qu'un pâle reflet de ce qu'elle était autrefois. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 75 % de la diversité génétique des plantes cultivées a disparu au cours des 100 dernières années. Concrètement, dans les années 1960, l'Inde comptait 110 000 variétés de riz. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 6000. Cela équivaut à une perte de 95 % ! De nos jours, seules dix variétés sont cultivées à grande échelle.

Elles représentent trois quarts de la production mondiale de riz. Pour le maïs, l'évolution est tout aussi préoccupante : le Mexique, d'où cette céréale est originaire, a perdu 80 % de ses variétés entre 1930 et 1970. En outre, aujourd'hui, à l'échelle mondiale, le riz, le maïs et le blé fournissent à eux seuls la moitié de toutes les calories d'origine végétale, alors que d'autres espèces végétales sont complètement délaissées.

Au regard de l'Histoire, cette évolution est particulièrement dangereuse. En effet, une telle homogénéité des cultures dans les champs augmente leur vulnérabilité face aux parasites, aux gelées, aux sécheresses et aux inondations. Un exemple frappant est celui de la famine qu'a connue l'Irlande en 1845. Le pays dépendait presque exclusivement de la pomme de terre, dont seules deux variétés étaient cultivées. Cependant, comme aucune des deux n'était résistante au mildiou, le champignon parasite a détruit les récoltes. Avec un bilan dramatique : un million de personnes sont mortes et deux millions ont émigré, principalement vers les États-Unis.

Le pouvoir d'une poignée de grands groupes

La destruction de la diversité a connu un véritable essor après la Seconde Guerre mondiale, avec l'industrialisation croissante de l'agriculture. D'une part, les nouvelles semences hybrides et transgéniques à haut rendement produites en laboratoire nécessitaient – et nécessitent toujours – l'utilisation d'engrais et de pesticides (développés à l'origine pour un usage militaire). D'autre part, après les années 1980, les instituts publics ont abandonné la recherche agricole, laissant le champ libre au secteur privé. Exposées au libre marché, des milliers de petites entreprises ont peu à peu été rachetées par quelques grands groupes.

Aujourd'hui, trois entreprises internationales contrôlent la moitié du marché mondial des semences commerciales. Syngenta, dont le siège se trouve à Bâle, est l'une d'entre elles. Ces grands groupes spécialisés dans les semences produisent aussi des pesticides, qu'ils

vendent avec les semences. En outre, leur pouvoir de marché leur confère un poids politique considérable : en collaboration avec les gouvernements des pays industrialisés, ils ont réussi à imposer des lois qui servent au mieux leurs intérêts commerciaux et facilitent la commercialisation des variétés génétiquement modifiées. En Suisse, par exemple, il est prévu que les nouvelles méthodes de sélection génétique soient réglementées indépendamment de la loi actuelle sur le génie génétique. Soumises à moins d'analyses de risques et exemptées d'obligation d'étiquetage, les variétés transgéniques pourraient être mises sur le marché plus rapidement.

Le droit aux semences locales, base d'un avenir porteur d'espoir

L'industrie des semences cherche également à imposer des droits de propriété intellectuelle assimilables à des brevets sur ses variétés commerciales, un phénomène aussi connu sous le nom de « protection des obtentions végétales ». Par le biais d'accords de libre-échange ou d'une influence politique directe, les gouvernements des pays du Sud sont amenés à promulguer des lois nationales strictes sur la protection des obtentions végétales, avec des conséquences désastreuses pour la diversité des semences et les êtres humains. Dans ce contexte, le terme de « protection des obtentions végétales » est – peut-être délibérément – trompeur. Ce terme, qui semble si positif, n'est en réalité pas une protection des variétés. La protection des obtentions végétales sert plutôt les groupes agroalimentaires, qui assurent ainsi leurs variétés commerciales et leur chiffre d'affaires. Ce système ne protège pas la diversité des variétés dans le monde, bien au contraire.

En effet, une protection stricte des obtentions végétales, que la Suisse exige elle aussi de nombreux pays du Sud, interdit aux paysan-ne-s d'échanger ou de vendre des semences obtenues à partir de variétés ainsi

protégées. La pratique évidente qui consiste, pour les paysan-ne-s, à réutiliser des semences traditionnelles issues de leurs propres récoltes est elle aussi fortement restreinte.

L'avenir se trouve dans la diversité

C'est précisément cette pratique paysanne de sélection et d'échange qui est à la base de la diversité originelle des plantes cultivées et des variétés. Dans de nombreux pays du Sud, cette diversité est le pilier de la sécurité alimentaire. Dans certains pays d'Afrique, les agricultrices et les agriculteurs doivent même jusqu'à 90 % de leurs semences à ces systèmes traditionnels de semences. Aux Philippines, ce chiffre s'élève à 71 %.

Or, les lois sur la protection des obtentions végétales menacent considérablement ces systèmes. Pour cette raison, de plus en plus de paysan-ne-s luttent contre l'avancée de l'industrie des semences. En Amérique latine, en Afrique et en Asie, les organisations partenaires de l'EPER, d'Action de Carême et d'Être Partenaires les aident à protéger leurs semences et à renforcer leur mode d'agriculture écologique et durable. Les Nations Unies ont reconnu l'importance de la diversité des semences en matière de droit à l'alimentation. Le droit aux semences est inscrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Grâce à cette déclaration, le réseau pour l'agroécologie au Honduras a par exemple réussi à faire tomber une loi stricte sur la protection des obtentions végétales, la loi dite « Monsanto ».

Au Honduras, la population connaît la valeur de la diversité sur le marché et ne veut pas en être privée par des multinationales comme Monsanto et Syngenta. Manger le plus grand nombre de variétés locales de tomates et de carottes possible et veiller ainsi à ce qu'elles continuent d'être cultivées n'est donc pas seulement un plaisir : c'est un acte de résistance. Pour de nombreuses personnes, c'est aussi une question de survie et une garantie majeure pour l'avenir.